

# COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et  
l'Alimentation

ARAA / RAAF

Regional Agency for Agriculture  
and Food

## PLAN D'ACTIIONS ANNUEL DE 2014 (Composante 1)

---

Janvier 2014

Rapport réalisé dans le cadre  
du **Programme d'Appui à la  
Sécurité Alimentaire en  
Afrique de l'Ouest  
(PASANAO)**

Appui :



Opérateurs :



Groupement :  
IRAM  
Bureau ISSALA  
AEDES  
LARES

# TABLE DES MATIERES

|  |                             |
|--|-----------------------------|
| PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE<br>EN AFRIQUE DE L'OUEST (PASANAO).....  | Erreur ! Signet non défini. |
| Liste des acronymes .....  | 3                           |
| 1. INTRODUCTION .....  | 4                           |
| 2. NARRATIF DES ACTIVITES PROGRAMMEES EN 2014 AVEC ESTIMATION<br>BUDGETAIRE.....   | 6                           |
| 2.1.1. Sous composante 1.1 : Diagnostic des paramètres de la sécurité<br>alimentaire et intégration dans un cadre d'analyse .....  | 6                           |
| Activité 1.1.1 : Etude des zones à risques .....   | 6                           |
| a. <i>Rappel du contexte et des résultats attendus</i> .....   | 6                           |
| Activité 1.1.2 : Mise en œuvre cadre harmonisé (CH) d'analyse de la sécurité<br>alimentaire et nutritionnelle .....  | 7                           |
| a. <i>Rappel du contexte et des résultats attendus</i> .....   | 7                           |
| 2.1.2. Sous composante 1.2 : Renforcement et adaptation des systèmes<br>nationaux d'information et mise en réseau à l'échelle de bassins de production et<br>d'échanges..... | 8                           |
| Activité 1.2.1 : Passer de l'information sur les prix à l'information commerciale..  | 8                           |
| Activité 1.2.2 : Etendre les dispositifs de veille nutritionnelle .....  | 12                          |
| Activité 1.2.3 : Intégrer la dimension « revenus des ménages » dans le suivi de la<br>vulnérabilité.....   | 12                          |
| 2.2. Sous composante 1.3 : Renforcement des capacités d'analyse et d'aide à la<br>décision .....   | 14                          |
| 2.2.1. Activité 1.3.1 : Former les personnels en charge des systèmes<br>d'information sur la sécurité alimentaire.....   | 14                          |
| a. <i>Rappel du contexte et des résultats attendus</i> .....   | 14                          |
| Activité 1.3.2 : Appuyer les structures de coordination de sécurité alimentaire<br>dans l'analyse conjoncturelle de la sécurité alimentaire .....                            | 15                          |
| a. <i>Rappel du contexte et des résultats attendus</i> .....   | 15                          |
| 2.3. Activités de coordination.....  | 16                          |
| 3. PRESENTATION SYNTHETIQUE DES ACTIVITES EN 2014 .....  | 16                          |
| 4. ANNEXES .....   | 19                          |
| 4.1. Annexe 1 : Tableau de bord : Planning des activités .....   | 21                          |

## Liste des acronymes

---

|           |   |
|-----------|---|
| AFD :     | Agence Française de Développement                                       |
| CEDEAO :  | Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest                 |
| CERPOD :  | Centre d'études en population et développement de l'INSAH               |
| CNSA :    | Conseil national de sécurité alimentaire                                |
| CRA :     | Centre régional Agrhyment (institution spécialisée du CILSS)            |
| FSTP:     | Food security thematic program  |
| HEA :     | Household economy approach  |
| INSAH :   | Institut du Sahel (institution spécialisée du CILSS)                    |
| IRC :     | Institut des régions chaudes  |
| LCD :     | Lutte contre la désertification   |
| NUSAPPS : | Equipe Nutrition, sécurité alimentaire et politiques publiques au Sahel |
| PB :      | Périmètre brachial  |
| PNIA :    | Plan national d'investissement agricole                                 |
| PRA :     | Programme régional d'appui du CILSS                                     |
| PREGEC :  | Prévention et gestion des crises  |
| RESIMAO : | Réseau des systèmes d'information sur les marchés en Afrique de l'Ouest |
| SE :      | Secrétariat exécutif du CILSS   |
| SNRA :    | Système national de recherche agronomique                               |
| VAMU :    | Vulnérabilité alimentaire en milieu urbain                              |

# 1.INTRODUCTION

---

Face aux crises alimentaires récurrentes liées aux déficits de production agricole que la sous-région a connu, les dispositifs nationaux de prévention et gestion des crises alimentaires (PGCA) créés à cet effet, peinent à identifier et mettre en œuvre les réponses adéquates pour atténuer les souffrances des populations en insécurité alimentaire. Ces populations vulnérables dont l'alimentation repose désormais en grande partie sur les achats, sont confrontés à des hausses de prix limitant leur accès aux marchés.

Pour inverser cette situation, l'Agence française de Développement (AFD) et la CEDEAO, ont signé une convention de financement pour la mise en œuvre du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PASANAO). Ce programme a pour objectif global de contribuer à l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations ouest-africaines.

De manière spécifique, il s'agit de :

- a. Renforcer et accélérer l'évolution des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire, de façon à mieux prendre en compte les aspects relatifs aux marchés, aux revenus des ménages et à la nutrition, dans le cadre d'une approche régionale.
- b. Appuyer la définition et la mise en œuvre des instruments publics d'intervention des Etats et de la CEDEAO permettant de réduire l'insécurité alimentaire et de répondre aux crises.
- c. Mettre en œuvre des opérations innovantes améliorant la situation alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables de la région.

Le programme est structuré autour de quatre (4) composantes à savoir :

**Composante 1 : Appui à la mise en œuvre d'une approche rénovée de la sécurité alimentaire.**

**Composante 2 : Appui à la définition et à la mise en œuvre des instruments publics d'intervention des États et de la CEDEAO**

**Composante 3 : Promotion d'opérations innovantes en réponse aux différentes formes d'insécurité alimentaire.**

**Composante 4 : Renforcement des capacités de la CEDEAO et mise en œuvre du programme.**

**La composante 1 « Appui à la mise en œuvre d'une approche rénovée de la sécurité alimentaire », centrée sur les systèmes d'information et la formation, est confiée au CILSS qui en assure la maîtrise d'œuvre.**

Le financement AFD est prévu pour être mobilisé prioritairement dans l'espace du « Bassin Centre » composé du Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo. Mais, cela pourra varier selon les types d'activités.

Le présent plan d'actions annuel de 2014 présente les différentes activités programmées pour l'année 2013, avec un schéma programmatique et le budget.

Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive de mise en œuvre du programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO), le présent plan d'actions de 2014 envisage de poursuivre en plus des actions de coordination, les activités programmées en 2013 (réalisées ou non) réparties selon les sous composantes suivantes :

**Sous composante 1.1 :** Diagnostic des paramètres de sécurité alimentaire et intégration dans un cadre d'analyse

- Réalisation de l'étude sur le zonage des risques et moyens d'existence en Côte d'Ivoire, au Ghana;
- Organisation de deux (2) cycles d'analyse avec le Cadre Harmonisé (CH) au Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo.

**Sous composante 1.2 :** Renforcement et adaptation des systèmes nationaux d'information et de mise en réseau à l'échelle de bassins de production et d'échanges

- Formation des SIM de quatre (4) pays pour la collecte et l'analyse de nouvelles données ;
- Organisation de mission d'appui à la collecte de nouvelles données ;
- Suivi des flux transfrontaliers dans le bassin centre ;
- Organisation d'un atelier du réseau des Experts ;
- Appui à l'organisation de la CORPAO ;
- Organisation des missions conjointes CILSS/FEWSNET/PAM d'évaluation rapide du fonctionnement des marchés dans les grands bassins ;
- Appui à l'organisation de la retraite intersites du PRA/AM ;
- Appui à l'intégration de la nutrition dans les enquêtes agricoles en Côte d'Ivoire ;
- Appui à la réalisation de l'enquête VAMU au Bénin et au Burkina Faso ;
- Poursuivre les enquêtes sur l'intégration du « revenu ménage » dans le suivi de la vulnérabilité des ménages urbains des villes de Bamako, Abidjan et Accra.

**Sous composante 1.3 :** Renforcement des capacités d'analyse et d'aide à la décision

- Organisation d'un atelier présentiel à Niamey pour la formation du personnel en charge des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire (24 professionnels de la SA) ;
- Mise en œuvre des modules de formation de la nouvelle promotion de 24 étudiants en Master Sécurité Alimentaire et Politiques Publiques.

**Activités de coordination :**

- Organiser des réunions intersites de suivi et de planification ;
- Participation aux réunions du Comité de pilotage et du Comité Technique.

## 2. NARRATIF DES ACTIVITES PROGRAMMEES EN 2014 AVEC ESTIMATION BUDGETAIRE

---

Les activités programmées au titre de l'année 2014, seront constituées par la poursuite de celles déjà entamées ou non au cours de l'exercice 2013. Il s'agit entre autres :

### 2.1.1. Sous composante 1.1 : Diagnostic des paramètres de la sécurité alimentaire et intégration dans un cadre d'analyse

Activité 1.1.1 : Etude des zones à risques

#### a. Rappel du contexte et des résultats attendus

*Il convient de rappeler que le CILSS et ses partenaires ont développé depuis 2010 une nouvelle version du cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et des groupes vulnérables qui permet désormais dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de caractériser et de projeter la sévérité de l'insécurité alimentaire grâce à l'analyse d'un ensemble d'indicateurs biophysiques et socio-économiques. Ces indicateurs ont un poids différent dans l'analyse en fonction des zones de moyen d'existence. Or le zonage des moyens d'existence et des risques associés est pour le moment partiel dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Etant donné que grâce aux travaux de FEWS NET et de ses partenaires (CILSS, ONGs, SAP), le zonage des moyens d'existence des ménages a été effectué pour les pays sahéliens, le Liberia, la Sierra Leone et le Nord du Nigéria, l'étude sur le zonage des moyens d'existence sera étendue à la plupart des pays côtiers du golfe de Guinée. Les travaux vont débuter en Côte d'Ivoire et au Ghana.*

Au terme de 2014, il est attendu les résultats suivants : l'étude est réalisée en Côte d'Ivoire et au Ghana et les documents de l'étude validés et diffusés.

#### b. Présentation de l'exécution de l'activité en 2014

Cette activité consiste à réaliser une étude sur les zones à risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle par rapport aux zones de moyens d'existence en Côte d'Ivoire et au Ghana.

L'étude sur le zonage des risques en Côte d'Ivoire et au Ghana entamée en 2013 va se poursuivre en 2014. De ce fait, il s'agira de :

- Obtenir une cartographie fine des risques alimentaires pour chaque entité administrative de niveau 2.
- Ecrire une notice décrivant ces différents types de risques et leur implication pour les analyses de type « cadre harmonisé » à venir.

La démarche associera des consultants locaux pour une meilleure appropriation par les pays. Il faut noter qu'une première note bibliographique a été produite sur le zonage des risques en RCI et au Ghana et qu'elle pourra servir de base pour ce

travail. Elle a pu identifier des risques de type climatique, de prix et d'insécurité civile au niveau 1, la région.

Les consultants vont développer l'étude, sur la base de l'analyse de séries de données sur au moins 10 ans, d'ordre biophysique et socioéconomique. Leur travail sera validé par un atelier au niveau national, associant services techniques, ONG humanitaires et agences des Nations Unies.

*NB : Il convient de rappeler que les termes de référence (TDR) de l'étude ont été validés au cours de l'exercice précédent.*

## **Activité 1.1.2 : Mise en œuvre cadre harmonisé (CH) d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

### **a. Rappel du contexte et des résultats attendus**

A titre de rappel, il faut noter que le Cadre Harmonisé (CH) est **l'outil d'analyse de la vulnérabilité des ménages** à l'insécurité alimentaire et d'identification des zones à risque et populations vulnérables. En d'autres termes, c'est un ensemble d'outils et de procédures permettant de classer la sévérité de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sur la base de l'analyse d'une combinaison d'indicateurs que sont principalement : la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence, l'état nutritionnel et la mortalité. Il a été élaboré par le CILSS et ses partenaires (FEWSNET, PAM, FAO, JRC, ONGs, ...) regroupés au sein du Comité Technique (CT/CH). C'est pour non seulement permettre aux pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de s'approprier l'outil et de faciliter aisément l'analyse et l'évaluation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle courante et projetée au niveau régional, que le CILSS a bénéficié des appuis financiers de l'UE, de l'USAID et de l'AFD pour la mise en œuvre du CH. Ainsi, la convention de financement avec l'AFD va toucher les pays dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo.

### **b. Présentation de l'exécution de l'activité en 2014**

Il faut rappeler que dans le cadre de la mise en œuvre du CH, des cellules nationales ont été commises au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali et au Togo. Elles ont au cours des années précédentes bénéficié des sessions de formation et participé à un cycle d'analyse en 2013. Comme à l'accoutumée, en 2014, les cycles d'analyses du CH se déroulent en ateliers organisés au cours des périodes février-mars pour le 1<sup>er</sup> cycle et octobre-novembre pour le 2<sup>nd</sup> conformément aux étapes de mise en œuvre du CH au nombre de cinq (5). Il s'agit de :

- ✚ Etape 1 : Dresser le répertoire des données existantes au 3<sup>ème</sup> niveau administratif ;
- ✚ Etape 2 : Analyse des preuves et du score de fiabilité ;
- ✚ Etape 3 : Synthèse et classification des zones en situations actuelle et projetée ;
- ✚ Etape 4 : Estimation des populations en insécurité alimentaire ;
- ✚ Etape 5 : Production de la carte et du résultat.

Dans les analyses, un accent particulier sera mis en 2014 sur les sujets suivants:

- les méthodes d'estimation des contingents de populations vulnérables (dans les pays où cela est possible en utilisant une méthode stratifiée s'appuyant sur les monographies des zones de moyens d'existence) ;
- la mise en relief des contingents d'enfants malnutris à appuyer ;
- l'intégration des analyses non seulement dans les plans de réponse nationaux mais également dans les plans de réponse multi agences UN coordonnés par OCHA.

Pour la Côte d'Ivoire et le Togo, il s'agira de la deuxième analyse avec la méthode version 2 du CH. Les autres pays réaliseront leur troisième cycle d'analyse avec cette méthode.

*NB : Pour garantir la réussite des analyses, il est impérieux et nécessaire que les cellules nationales s'investissent quant à la collecte des données avant la tenue des ateliers. Toutefois, au cours des sessions, un bref rappel de la démarche serait de mise avant le démarrage des analyses proprement dites*

## **2.1.2. Sous composante 1.2 : Renforcement et adaptation des systèmes nationaux d'information et mise en réseau à l'échelle de bassins de production et d'échanges**

### **Activité 1.2.1 : Passer de l'information sur les prix à l'information commerciale**

#### **a. Rappel du contexte et des résultats attendus**

Pour passer de l'information sur les prix à une information plus complète sur les marchés agricoles, le PRA/AM s'est proposé à travers la présente convention de financement de former les SIM nationaux sur la collecte de nouvelles données, l'extension du dispositif de suivi des flux transfrontaliers, l'animation du réseau des experts ouest-africains sur la dynamique des marchés, l'organisation de la conférence sur les opportunités d'échanges des produits agricoles en Afrique de l'Ouest (CORPAO) et l'organisation de la retraite des Experts du PRA/Accès aux Marchés. Il faut rappeler qu'en 2013, les activités réalisées concernent : i) l'organisation de la CORPAO, ii) les travaux de lancement de la base de données sur les filières et marchés, iii) deux missions de suivi des marchés dans les bassins et la retraite du PRA/AM.

En 2014, il est prévu d'obtenir les extrants suivants : 4 rapports de formations, 1 rapport d'analyse de la dynamique des marchés pour le Bassin Centre, 4 rapports sur le suivi des flux transfrontaliers, 1 rapport d'atelier d'animation du réseau des experts ouest-africains, un rapport de la CORPAO et rapport de la retraite des Experts du PRA/A-Marchés.

Il sera apporté un appui catalytique aux SIMs de 4 pays dans le cadre de la collecte des données sur les marchés. Cet appui consistera en des frais d'appoint pour aller sur le terrain et des appuis en matériel informatique.

Cet appui aux SIMs pour la collecte et l'analyse de nouvelles données sera précédé par une formation sur les méthodes de recueil et d'analyse d'informations sur :

- les flux de produits vivriers ;
- les volumes transigés ;



- les effectifs des opérateurs des filières vivrières ;
- les stocks, publics et privés.

Ces formations seront suivies 3 mois après de missions de suivi de terrain en appui aux SIM, sur la collecte de ces nouvelles données. Ce type de données sera en particulier utile pour le pilotage de la réserve régionale de sécurité alimentaire.

Le budget de la sous composante marchés du CRA en 2014 prévoit aussi l'achat d'un poste informatique complet pour l'expert marchés sur fonds PASANAO.

### **b. Présentation de l'exécution de l'activité en 2014**

Les activités prévues se présentent comme suivent :

#### **✚ Activité 1.2.1.1 : Formation des SIMs du bassin centre à la collecte de nouvelles données et développement d'une centrale d'information sur les filières et les marchés**

Le PRA-Marchés va réaliser en 2014 l'appui aux SIMs sur le nouveau protocole de collecte données et les méthodes d'analyse de ces nouvelles données en vue mettre en place une centrale d'information sur les marchés au Centre Agrhymet. Ces nouvelles données concernent : les volumes transigés, les flux transfrontaliers, les parcs de machines de transformation, les effectifs des acteurs du commerce des vivriers, les stocks, etc.

Les formations seront réalisées dès le premier semestre 2014 par les experts du CILSS/RESIMAO avec la collaboration des experts et techniciens nationaux. En plus de la collecte de ces nouvelles données, la formation abordera une série d'analyses concernant les prix (suivi des variations à la moyenne sur les marchés de regroupement pour l'alerte précoce, termes de l'échange innovants, calcul de prix le long des grandes filières transfrontalières).

Quatre pays sont programmés pour accueillir ces formations : Mali, Côte d'Ivoire, Togo, Burkina Faso. Ces formations dureront une semaine auprès de chaque SIM national. Elles s'appuieront sur les outils de collecte déjà produits dans le cadre des missions « bassins » menées conjointement avec le PAM et le FEWS NET ces trois dernières années et sur les outils de suivi des filières développés dans certains pays, comme la Guinée. Cela permettra une collecte régulière de ces données au niveau national.

A la suite de ces formations et des 3 premiers mois de collecte, des missions de supervision seront conduites au 2<sup>ème</sup> semestre 2014.

En parallèle aux formations des SIMs, les experts du Centre Agrhymet développeront la centrale d'informations sur les filières et marchés. Cet outil permettra à terme de classer et exploiter des données sur les prix des produits agricoles mais aussi les nouvelles données collectées par les SIMs. Ces données ont vocation à être intégrées dans les bases de données du CILSS et de la CEDEAO (ECOAGRIS).

#### **✚ Activité 1.2.1.2 : Participations aux missions dans le « bassin de production et de consommation ».**

Les missions entamées depuis février 2008 dans le cadre du PREGEC seront poursuivies en 2014. Ce sont des missions d'évaluation de la campagne agricole organisées et coordonnées par le CRA auxquelles le PRA-AM participe pour la collecte des données spécifiques. Ces missions sont essentielles et permettent de comprendre qualitativement la dynamique des marchés, avec une analyse par bassin de production. Durant la période février-mars 2014, le PRA-AM participera sur financement du projet (convention ECW/AFD CZZ 1431) aux missions concernant le bassin « Centre ». Ces missions visitent une série de marchés stratégiques de regroupement et des marchés frontaliers. Elles visent à collecter auprès de plusieurs types d'opérateurs (commerçants, transporteurs mais aussi OP et services techniques) des informations sur la dynamique des marchés à mi campagne de commercialisation.

Les données à collecter porteront en particulier sur :

- Les prix entre zones de collecte et de distribution ;
- Les flux nationaux et transfrontaliers et leur dynamique ;
- Le niveau des stocks au niveau des divers types d'opérateurs (OP, commerçants, offices publics) ;
- Les perturbations par rapport aux flux habituels.

Le traitement de ces données permettent de nourrir les analyses sur la sécurité alimentaire, notamment du cadre harmonisé, et donnent des indications sur les types de réponse les plus opportuns à apporter en cas de crise alimentaire : apport de cash, achats de vivres, zone de collecte.

Le coût prévisionnel de cette activité est estimé à 10 779 500 FCFA.

#### **Activité 1.2.1.3 :Extension du dispositif de suivi des flux aux frontières**

Le suivi des flux aux frontières a été initié en 2010 avec les SIMs de Guinée, du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Le dispositif a été étendu ensuite à deux nouveaux pays (Sénégal, Bénin) en 2012 grâce au projet ATP. Avec l'appui du projet, il s'agira de poursuivre en 2014, la collecte des données à l'aide du protocole de collecte (en incluant des informations sur des marchés « miroir ») et d'étendre le dispositif à la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana.

Ce suivi des flux permettra notamment de tenir sur une base annuelle la Conférence régionale sur les opportunités de marché en Afrique de l'Ouest (CORPAO) qui fait le point sur les excédents et déficits dans la région et partage ces données avec des réseaux d'acteurs commerciaux (interprofessions, OP).

#### **Activité 1.2.1.4 :Organisation d'un atelier du réseau des experts ouest-africains sur la dynamique des marchés**

Des conflits de calendrier n'avaient pas permis d'organiser la rencontre du réseau des experts. Ce réseau rassemble des cadres des SIMs, des SNRA, de certains systèmes nationaux de suivi de la sécurité alimentaire, des représentants d'organisations professionnelles de type filière, des experts de systèmes d'information comme Few's Net, la FAO et le PAM. Des personnes ressource du CIRAD et du CERDI sont associées aux travaux du réseau. Ce réseau échange sur la dynamique des prix et des flux dans le contexte actuel de relance vivrière par les Etats et de persistance de prix élevés à l'importation.

Pendant le premier trimestre 2014, le projet appuiera l'organisation du deuxième atelier régional du réseau des experts pour lequel les thèmes retenus sont les suivants :

- les facteurs et mécanismes de formation des prix en Afrique de l'Ouest ;
- les outils et méthodes de modélisation anticipatrice des prix des produits agricoles pour prévenir des crises en Afrique de l'Ouest ;
- la problématique de la régulation du marché des produits alimentaires en Afrique de l'Ouest dans un contexte de hausse régulière des prix : rôles des différents acteurs.

L'atelier débattrait également sur les termes de référence de trois études à lancer. Ces études concerneront à priori les filières tubercules et maïs, sur les axes Golfe de Guinée/Sahel. Dans le sens inverse, un approfondissement de la connaissance des filières maraichères (oignon et tomate notamment) du Sahel vers la côte.

#### **Activité 1.2.1.5 : Organisation de la CORPAO**

Cette conférence est organisée annuellement par le CILSS et la CEDEAO et est devenue un événement annuel majeur couru par les différents acteurs du marché régional. La CORPAO est en effet une rencontre régionale tournante (pays sahéliens, pays côtiers) d'informations et d'échanges qui favorise les contacts physiques et facilite les relations d'affaires entre opérateurs privés d'abord, des contacts entre eux et les acteurs institutionnels (Etats), OIG (CEDEAO, UEMOA, CILSS) et des partenaires techniques et financiers permettant ainsi de s'informer sur les stratégies développées ou envisagées par les différents acteurs du marché régional.

C'est une activité cofinancée par le FSTP2/UE. Le projet fournira un appui à l'organisation de l'édition 2014 de la Conférence régionale sur les opportunités d'échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest (CORPAO) prévue au deuxième trimestre 2014 à Abidjan en Côte d'Ivoire sur le thème « *Normes et qualité des produits agricoles et agroalimentaire en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel* ».

#### **Activité 1.2.1.6 : Etude sur les normes de consommation**

La mise à jour des consommations per capita des principaux produits vivriers est nécessaire en AO. Elle permettra de faire des approximations plus fiables sur les quantités exportables depuis les grands bassins de production et sur les quantités manquantes dans les zones déficitaires. Croisées avec les différentiels de prix, ces calculs permettent d'anticiper les flux de produits.

Cette activité sera conduite dans chaque pays avec un atelier de validation de ces nouvelles normes en fin de processus.

#### **Activité 1.2.1.7 : Retraite du PRA/Marchés**

Les retraites permettent aux experts d'échanger sur les points forts et les points faibles des activités, de procéder aux ajustements nécessaires et de planifier les activités de l'année à venir du programme « Accès aux Marchés ». Comme en 2013, cette retraite permettra entre autre de faire le point sur les activités du PRA-AM en

général, de revisiter les indicateurs, de planifier les activités 2015 et enfin de débattre sur les notes conceptuelles des projets innovateurs.

Pour l'année 2014, le projet appuiera la tenue de la retraite annuelle du Programme Régional « Accès aux Marchés » prévue au troisième trimestre et regroupera les experts des trois sites du CILSS à savoir : INSAH, CRA et SE.

## **Activité 1.2.2 : Etendre les dispositifs de veille nutritionnelle**

### **a. Rappel du contexte et des résultats attendus**

Comme cela n'a pu être le cas l'année passée, en 2014, les appuis sur fonds AFD permettront d'obtenir les résultats ci-après :

- la vulnérabilité alimentaire à Cotonou (Bénin) est connue ;
- la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans et la vulnérabilité alimentaire de trois (3) grandes villes du Burkina Faso sont connues ;
- la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans dans 20% des zones rurales de la Côte d'Ivoire est établie.

### **b. Présentation de l'exécution de l'activité au cours de l'année 2014**

Au titre de l'année 2014, il est prévu :

#### **Activité 1.2.2.1 : Intégration de la nutrition dans l'enquête agricole**

Appuyer les enquêtes nutritionnelles basées sur la mesure du MUAC dans 20% des zones rurales les plus structurellement vulnérables de la Côte d'Ivoire.

#### **Activité 1.2.2.2 : Appui à la réalisation de l'enquête VAMU à Cotonou au Bénin et au Burkina Faso**

Au Bénin, les structures nationales prioritaires qui seront invitées à y prendre part sont l'Unité de Nutrition de la Direction de la santé familiale (DSF), le service statistique du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) et de l'Institut national de la statistique et des analyses économiques (INSEA). Des acteurs institutionnels pourraient également être impliqués sur la nécessité et les compétences disponibles en leur sein.

Le Burkina Faso dispose de compétences en matière de VAMU au niveau de la capitale Ouagadougou. Ainsi, l'extension vers deux (2) autres villes sera plus aisée avec les acteurs nationaux et la proximité avec le Secrétariat Exécutif permettra un suivi rapproché.

#### **Activité 1.2.3 : Intégrer la dimension « revenus des ménages » dans le suivi de la vulnérabilité**

### **a. Rappel du contexte et des résultats attendus**

Il faut rappeler que les dispositifs nationaux éprouvant des difficultés à tenir compte de la dimension « revenu des ménages » dans l'analyse de la vulnérabilité, la présente convention de financement avec l'AFD, se propose d'appuyer le CILSS pour la mise en œuvre d'une enquête de conjoncture auprès des ménages ruraux et

urbains dans trois (3) pays pilotes que sont la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Mali. Le but de cette enquête est de disposer d'informations qualitatives et quantitatives pertinentes sur les revenus, sur les moyens d'existence des ménages et sur leurs déterminants dans un échantillon significatif de communes rurales et urbaines. A terme, la finalité de l'action est de doter les pays du Sahel et d'Afrique de l'Ouest d'un dispositif d'enquête de conjoncture de routine (sur une base annuelle) pour évaluer les revenus et les moyens d'existence des ménages ruraux et urbains afin de renforcer les dispositifs nationaux et régionaux existants pour un suivi complet et régulier de la vulnérabilité.

En 2013, à la suite des concertations multiples entre les Experts du CILSS, la Cellule de Coordination du PASANAO et le Groupement IRAM-AEDES-ISSALA-LARES, la démarche et les outils méthodologiques initialement proposés, ont été modifiés. Il a été retenu que l'enquête de conjoncture en milieu urbain sera conduite sur la base des focus-group autour des groupes de métiers. Ainsi, les nouveaux outils élaborés sont : (i) le guide d'entretien pour focus group auprès de représentants de quartiers en milieu urbain ; (ii) le guide d'entretien pour focus group auprès des informateurs clés des groupes de métiers et ; (iii) le guide d'entretien pour suivi conjoncturel des groupes de métiers.

En 2014, ces différents outils produits doivent être testés dans différents contextes et validés. Ainsi, il est attendu les résultats ci-après :

- La situation de référence des moyens d'existence (sources de nourriture, de revenus, les dépenses, panier alimentaire de base, ...) des ménages de différents groupes de métiers de Bamako est établie ;
- Un suivi conjoncturel des moyens d'existence des ménages de différents groupes de métiers de Bamako est fait de façon trimestrielle ;
- Une note de synthèse des principaux enseignements tirés de ces enquêtes urbaines est produite ;
- Les outils d'enquêtes d'établissement de la situation de référence des moyens d'existence des ménages urbains sont également testés à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Accra (Ghana) ;
- Une note technique est produite à l'endroit des décideurs politiques (CILSS, Etats et partenaires).

#### **b. Présentation de l'exécution de l'activité en 2014.**

Cette activité va consister en 2014 à :

- ✚ Poursuivre et achever les tests des outils d'enquêtes urbaines sur les conditions d'existence des ménages urbains de Bamako par groupe de métiers (situation structurelle) : ces enquêtes entamées en fin 2013 devraient permettre de faire une première validation des outils dans une des villes du Bassin Centre dans sa partie Sahélienne. Un rapport décrivant la démarche de collecte et de traitement des données collectées, ainsi que les principales leçons à retenir sera produit ;
- ✚ Conduire ce même type de tests dans deux villes côtières (les pays côtiers sont les plus urbanisés de l'Afrique de l'Ouest à nos jours) : une ville francophone (Abidjan) et une ville anglophone (Accra). Ces enquêtes constitueront une deuxième phase de validation des outils après le premier test conduit à Bamako.

- ✚ Mener des tests avec l’outil de suivi conjoncturel (tous les trimestres) de la situation des ménages de cinq groupes de métiers les plus importants de Bamako, comparativement à une année de référence (à identifier à la première phase). Ces tests se feront toujours en collaboration avec le SAP du Mali ;
- ✚ Produire une note technique à l’endroit des décideurs politiques du CILSS, des Etats et des partenaires : cette note présentera les conditions et les modalités de mise en œuvre de type de démarche. Elle précisera les acteurs clés et les options de plaidoyer pour l’intégration de ces outils dans les systèmes nationaux de suivi de la vulnérabilité.

On notera qu’à l’issue du processus dans chaque pays, un atelier national de présentation et de validation des résultats sera tenu. Il servira à collecter les observations des principaux acteurs de suivi et d’analyse de la vulnérabilité.

## **2.2. Sous composante 1.3 : Renforcement des capacités d’analyse et d’aide à la décision**

### **2.2.1. Activité 1.3.1 : Former les personnels en charge des systèmes d’information sur la sécurité alimentaire**

#### **a. Rappel du contexte et des résultats attendus**

La deuxième promotion du mastère a fait sa rentrée en décembre 2013. Elle est composée à 60 % de cadres des services techniques (SAP, CNSA), 30 % d’ONG, 10 % d’autres origines.

En ce qui concerne la première promotion, 11 étudiants ont soutenu leur mémoire. Une deuxième cohorte de 6 étudiants s’y prépare.

#### **b. Présentation de l’exécution de l’activité en 2014**

La rentrée de la deuxième promotion du mastère SA a eu lieu au Centre Régional AGRHYMET de Niamey (Niger) en décembre 2013.

En 2014, les fonds PASANAO serviront comme pour la première promotion à :

- faire venir et payer la prestation d’intervenants extérieurs (Europe et sous-région) ;
- appuyer le voyage d’étude ;
- appuyer la période de stage de 6 mois (frais de terrain des étudiants et frais de soutenance des mémoires).

La formation FAO sur les politiques de sécurité alimentaire n’aura pas lieu cette année mais il est proposé de maintenir un volant de financement pour des formations continues à destination des SAP et comités de sécurité alimentaire de la région. Un des thèmes à retenir pourrait être les actions de résilience dans les plans de réponse, notamment en lien avec la GDT et le cash for work, en s’inspirant des études récentes au Niger sur ce thème.

## **Activité 1.3.2 : Appuyer les structures de coordination de sécurité alimentaire dans l'analyse conjoncturelle de la sécurité alimentaire**

### **a. Rappel du contexte et des résultats attendus**

Il s'agit d'aider les pays à mettre en cohérence l'analyse conjoncturelle de la sécurité alimentaire et la politique générale de sécurité alimentaire à travers des missions d'appui en septembre et octobre. Ainsi, au terme de ces missions, les rapports nationaux d'évaluation de la campagne agropastorale et de diagnostic de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, Ghana, Mali, Côte d'Ivoire, Togo complétés par des notes aux décideurs.

### **b. Présentation de l'exécution de l'activité en 2014**

Au titre de cette sous composante, il est prévu une contribution à l'organisation de missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire en septembre et octobre. Ce sont des missions conjointes CILSS/FAO/PAM/FEWSNET/Gouvernements qui viendront en appui aux pays dans le cadre de l'évaluation préliminaire des récoltes de la campagne d'hivernage en cours dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. L'objectif global de ces missions est de faire le point sur le déroulement de la campagne à travers la collecte et l'analyse d'informations sur les situations agro météorologique, phytosanitaire et pastorale. De manière spécifique, il s'agit :

- ✚ D'évaluer l'état des cultures céréalières au moment de passage de la mission.
- ✚ D'examiner des données issues de l'enquête agricole notamment les superficies cultivées, les rendements agricoles prévus et la production prévisionnelle.
- ✚ D'utiliser ces informations pour fournir une estimation de la production céréalière et des autres produits alimentaires et des pertes des récoltes causées par des sinistres (sécheresse, inondations, attaques parasitaires, etc.). Le calcul des proxys caloriques par entité de niveau 1 (région) sera fait pour identifier les zones excédentaires ou déficitaires en produits vivriers à l'issue de cette campagne (voir en annexe la méthode de calcul).
- ✚ De collecter et d'analyser toutes les données disponibles sur le fonctionnement des marchés céréaliers et à bétail et les niveaux des prix observés.
- ✚ De collecter les informations pour l'établissement des bilans céréaliers et alimentaires prévisionnels 2014/2015 et ex-post 2013/2014.
- ✚ De former des cadres des pays à travers des ateliers nationaux dans le cadre de l'élaboration des notes de conjoncture.

A la fin de chaque mission, les équipes produiront un rapport qui sera présenté aux autorités nationales.

Ce rapport sera complété par une note conjoncturelle aux décideurs.

La contribution de l'AFD à cette activité est estimée à **70 400 000 FCFA**.



## 2.3. Activités de coordination

### a. Rappel des résultats attendus

Dans le cadre de la coordination du programme, il est attendu la production périodique d'une note bimestrielle sur l'état d'avancement des activités réalisées ainsi que les rapports de mission nécessitant un partage entre le CILSS et l'équipe du PASANAO. Pour se faire, on assistera à la tenue de plusieurs rencontres de travail au sein du CILSS et avec la Cellule de Coordination du PASANAO puis les membres du Groupement. Ces réunions seront sanctionnées par des comptes rendus.

### b. Présentation de l'exécution de l'activité au cours du 2<sup>nd</sup> semestre

- ✚ Rédaction périodique de notes bimestrielles et des rapports semestriels et annuels d'activités sur la base de rapports produits par les différents Experts impliqués ;
- ✚ Organisation de réunion intersites avec les Experts du CILSS impliqués dans la mise en œuvre du programme ;
- ✚ Organisation de réunion de travail avec la Cellule de Coordination du PASANAO et le Groupement ;
- ✚ Participation aux réunions du comité technique et du comité de pilotage. Il convient de signaler que la réunion du Comité de Pilotage est prévu se tenir à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 15 mars 2014.

## 3. PRESENTATION SYNTHETIQUE DES ACTIVITES EN 2014

Le montant du budget prévu au titre des activités en 2014 est estimé y compris les salaires des Experts ainsi que les frais de gestion, à **551 664 568 FCFA** répartis comme l'indique le tableau suivant :

**Tableau 1 :** Coût des activités prévues en 2014 y compris les charges liées au fonctionnement.

| Sous composante, activités et sous-activités  | Expert responsable        | Autres experts CILSS impliqués | Budget prévisionnel (en FCFA) | Date début (1 ou 15 du mois X) | Date fin (1 ou 15 du mois Y) |
|---|---------------------------|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| <b>SC 1.1 : Diagnostic des paramètres de la sécurité alimentaire et intégration dans un cadre d'analyse</b> |                           |                                | <b>74 685 000</b>             |                                |                              |
| <b>A1.1.1 : Zonage et typologie des différents types de risques alimentaires et nutritionnels</b>           | Expert CH (BaouaIssoufou) | Experts CRA, INSAH et SE       | 24 835 000                    |                                | 15 octobre                   |
| <b>A 1.1.2 : Mise en œuvre du cadre harmonisé</b>   | Expert CH (BaouaIssoufou) | Experts CRA, INSAH et SE       | 49 850 000                    | 7 octobre                      | 15 novembre                  |
| <b>SC 1.2 : Systèmes d'information</b>  |                           |                                | <b>263 083 500</b>            |                                |                              |



|  |   |  |                    |                         |                  |
|--|---|--|--------------------|-------------------------|------------------|
| <b>A 1.2.1 : Passer de l'information prix à l'information commerciale (sous-total)</b>   |   |  | <b>174083 500</b>  |                         |                  |
| A 1.2.1.1. : Formation des SIMs du bassin centre à la collecte de nouvelles données et développement d'une centrale d'information sur les filières et les marchés, | Experts Marchés ( <b>Sy Martial Traoré</b> ) CRA                      | Expert marchés (Site Ouaga)<br><br>Coordonnateur PRA/Marchés | 29 200 000         | 01 Mai 2014             | 31 décembre 2014 |
| A 1.2.1.2 : Participations aux missions « bassin de production et de consommation », Fév. et décembre 2014   | Experts Marchés (Ngaye TORDINA, SE et <b>Sy Martial Traoré</b> , CRA) | Coordonnateur PRA/Marchés                                    | 10 779 500         | 01 février 2014         | 31 juin 2014     |
| A 1.2.1.3 : Extension du dispositif de suivi des flux  | Expert Marchés (Ngaye TORDINA) SE,                                    | Coordonnateur PRA/Marchés                                    | 52 518 000         | 01 mai 2014             | 31 déc 2014      |
| A 1.2.1.4 : Animation du Réseau des Experts dans le cadre de la dynamique des marchés  | Expert Marchés (Ngaye TORDINA) SE,                                    | Coordonnateur PRA/Marchés                                    | 16 310 000         | 01 avril 2014           | 30 avril 2014    |
| A 1.2.1.5 : Organisation de la COAPAO  | Expert Marchés (Ngaye TORDINA) SE,                                    | Coordonnateur PRA/Marchés                                    | 8 700 000          | 01avril 2014            | 30avril 2014     |
| A 1.2.1.6 : Retraite du PRA Marchés  | Expert SE   | Coordonnateur PRA/Marchés                                    | 7 076 000          | 01 août 2014            | 31 août 2014     |
| - Equipement (Ordinateur portable et accessoires)  |   |  | 1 500 000          | janvier 2014            | mars 2014        |
| - Salaire Experts (2)  | Experts Marchés au CRA et SE  | -  | 48 000 000         | 01 janvier 2014         | 31 décembre 2014 |
| <b>A 1.2.2 : Etendre le dispositif de veille nutritionnelle</b>  |   |  | <b>89 000 000</b>  |                         |                  |
| A 1.2.2.1 : Appui à l'intégration de la nutrition dans l'enquête agricole  | Expert Nutrition/SE   | Expert Nutrition/SE  | 20 000 000         | 6 janvier               | 15 décembre      |
| A 1.2.2.2 : Appui à la réalisation de l'enquête VAMU à Cotonou (Bénin) et au Burkina Faso  | Expert Nutrition/SE   | Experts (2) Nutrition/SE                                     | 45 000 000         | 6 janvier               | 15 décembre      |
| - Salaire Expert   | Expert Nutrition/INSAH ( <b>DrKeffingDabo</b> )                       |  | 24 000 000         | 1 <sup>er</sup> janvier | 31 décembre      |
| <b>A 1.2.3 : Intégrer la dimension « revenu des ménages » dans le suivi de la vulnérabilité</b>  |   |  | <b>133 754 000</b> |                         |                  |
| A 1.2.3.1 : Missions de concertation CILSS/PASANAO/Groupement  | Expert Nutrition/INSAH ( <b>DrKeffingDabo</b> )                       | Experts HEA  | 8 944 000          | 1 <sup>er</sup> janvier | 31 décembre      |
| A 1.2.3.2 : Missions d'appui technique en Côte d'Ivoire  | Expert Nutrition/INSAH ( <b>DrKeffingDabo</b> )                       | Expert HEA, Expert CH  | 7 220 000          | 15 Avril                | 31 Mai           |

|   |  |  |                                      |                                       |                                     |
|---|--|--|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| A 1.2.3.3 : Missions d'appui technique au Ghana   | Expert HEA<br>( <b>Théodore Kaboré</b> )           | Expert Nutrition/INSAH                             | 7 940 000                            | 15 Juin                               | 31 Juillet                          |
| A 1.2.3.4 : Enquêtes de conjoncture urbaine   | Expert Nutrition/INSAH<br>( <b>DrKeffingDabo</b> ) | Expert HEA   | 15 000 000                           | 15 Avril                              | 31 Juillet                          |
| A 1.2.3.5 : Enquête de suivi conjoncturel   | Expert Nutrition/INSAH<br>( <b>DrKeffingDabo</b> ) | Expert HEA   | 46 650 000                           | 1 <sup>er</sup> Avril                 | 31 Décembre                         |
| <b>Sous composante, activités et sous-activités</b>   | <b>Expert responsable</b>                          | <b>Autres experts CILSS impliqués</b>              | <b>Budget prévisionnel (en FCFA)</b> | <b>Date début (1 ou 15 du mois X)</b> | <b>Date fin (1 ou 15 du mois Y)</b> |
| A1.2.3.6 : Finalisation des tests sur la situation de référence des ménages de Bamako   | Expert HEA<br>( <b>Théodore Kaboré</b> )           | Expert Nutrition/INSAH<br>( <b>DrKeffingDabo</b> ) | PM                                   | 1er Janvier                           | 31 Mars                             |
| - Salaire Expert  | Expert CH<br>( <b>BaouaIssoufou</b> )              |  | 24 000 000                           | 1er janvier 2014                      | 31 décembre 2014                    |
| - Salaire Expert  | Expert HEA<br>( <b>Théodore Kaboré</b> )           |  | 24 000 000                           | 1 <sup>er</sup> janvier 2014          | 31 décembre 2014                    |
| <b>SC 1.3 : Renforcer les capacités d'analyse et d'aide à la décision</b>   |  |  | <b>164 678200</b>                    |                                       |                                     |
| <b>A 1.3.1 : Formation en Mastère SAN</b>   | <b>Chef Programme Formation/CRA</b>                |  | <b>94 278 200</b>                    |                                       |                                     |
| - Mise en œuvre de modules SAN  | Chef Programme Formation/CRA                       | Personnes ressources                               | 36 652 000                           | 1 <sup>er</sup> décembre 2013         | 30juin 2014                         |
| - Ateliers présentiels sur le renforcement des compétences des professionnels de la SA  | Chef Programme Formation/CRA                       | Personnes ressources                               | 57 626 200                           | 1 <sup>er</sup> Octobre 2014          | 31 décembre 2014                    |
| <b>A 1.3.2 : Appui à l'analyse conjoncturelle de la sécurité alimentaire en lien avec les structures de coordination de la SA</b> | <b>Chef Programme Information/CRA</b>              |  | <b>70 400 000</b>                    |                                       |                                     |
| - Mission d'appui diagnostique SA dans six (6) pays   | Chef Programme Information/CRA                     |  | 14 400 000                           | 20 septembre 2014                     | 5 novembre 2014                     |
| - Rédaction de note de conjoncture (formation des cadres nationaux)   | Expert CH  | Expert CRA   | 56 000 000                           | 1 <sup>er</sup> octobre 2014          | 15 décembre 2014                    |
| <b>00 : Coordination</b>  | <b>Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV</b>            | <b>Expert SA/SE</b>                                | <b>28 000 000</b>                    |                                       |                                     |
| - Réunions intersites de planification  | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV                   |  | 7 000 000                            | 31 mars 2014                          | 5 Avril 2014                        |

|  |                                  |                                       |                    |                              |                 |
|--|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------|------------------------------|-----------------|
| - Réunion de travail CILSS/PASANAO/Groupement        | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV |                                       | 10 000 000         | 1 <sup>er</sup> juillet 2014 | 5 juillet 2014  |
| - Participation aux réunions des CT et CP du PASANAO | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV | Experts/CILSS, CC/PASANAO, Groupement | 11 000 000         | 6 Janvier 2014               | 28 février 2014 |
| <b>TOTAL</b>   |                                  |                                       | <b>530 446 700</b> |                              |                 |
| <b>Administration (4%)</b>                           |                                  |                                       | <b>21 217 868</b>  |                              |                 |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                 |                                  |                                       | <b>55 1664 568</b> |                              |                 |

**Commentaire :**

*Il faut noter que les charges salariales des six (6) Experts sont incluses dans le présent budget.*

## 4. ANNEXES

---



#### 4.1. Annexe 1 : Tableau de bord : Planning des activités

| ACTIVITES  | RESPONSABLE   | RESULTATS CIBLES | BUDGET             | CALENDRIER 2014 (de quinzaines) |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|--|---|------------------|--------------------|---------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
|  |   |                  |                    | 1                               | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 |
| <b>SC 1.1 : Diagnostic des paramètres de la sécurité alimentaire et intégration dans un cadre d'analyse</b>  |   |                  | <b>74 685 000</b>  |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>A1.1.1 : Zonage et typologie des différents types de risques alimentaires et nutritionnels</b>  | Expert CH (BaouaIssoufou)                                     |                  | 24 835 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>A 1.1.2 : Mise en œuvre du cadre harmonisé</b>  | Expert CH (BaouaIssoufou)                                     |                  | 49 850 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>SC 1.2 : Systèmes d'information</b>   |   |                  | <b>263 083 500</b> |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>A 1.2.1 : Passer de l'information prix à l'information commerciale (sous-total)</b>   |   |                  | <b>174 083 500</b> |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.1.1. : Formation des SIMs du bassin centre à la collecte de nouvelles données et développement d'une centrale d'information sur les filières et les marchés, | Experts Marchés (Sy Martial Traoré) CRA                       |                  | 29 200 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.1.2 : Participations aux missions « bassin de production et de consommation », Fév et décembre 2014  | Experts Marchés (Ngaye TORDINA, SE et Sy Martial Traoré, CRA) |                  | 10 779 500         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.1.3 : Extension du dispositif de suivi des flux  | Experts Marchés (Ngaye TORDINA, SE et Sy Martial Traoré, CRA) |                  |                    |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.1.4 : Animation du Réseau des Experts dans le cadre de la dynamique es marchés   | Expert Marchés (Ngaye TORDINA) SE,                            |                  | 16 310 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

| ACTIVITES   | RESPONSABLE                            | RESULTATS CIBLES | BUDGET             | CALENDRIER 2014 (de quinzaines) |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|---|--|------------------|--------------------|---------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
|   |  |                  |                    | 1                               | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 1 | 1  | 1  | 1  | 1  | 1  | 1  | 1  | 1  | 1  | 2  | 2  | 2  | 2  | 2  | 2  | 2  | 2  | 2  |
|   |  |                  |                    | 0                               | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 |
| A 1.2.1.5 : Organisation de la COAPAO   | Expert Marchés (Ngaye TORDINA) SE,     |                  | 8 700 000          |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.1.6 : Retraite du PRA Marché  | Expert Marchés (Ngaye TORDINA) SE,     |                  | 7 076 000          |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| - Equipement (Ordinateur portable et accessoires)   | Secrétariat PRA-AM                     |                  | 1 500 000          |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| - Salaire Experts (2)   | Experts Marchés au CRA et SE           |                  | 48 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>A 1.2.2 : Etendre le dispositif de veille nutritionnelle</b>                                 |  |                  | <b>89 000 000</b>  |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.2.1 : Appui à l'intégration de la nutrition dans l'enquête agricole                       | Expert Nutrition/SE                    |                  | 20 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.2.2 : Appui à la réalisation de l'enquête VAMU à Cotonou (Bénin) et au Burkina Faso       | Expert Nutrition/SE                    |                  | 45 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| - Salaire Expert  | Expert Nutrition/INSAH (DrKeffingDabo) |                  | 24 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>A 1.2.3 : Intégrer la dimension « revenu des ménages » dans le suivi de la vulnérabilité</b> |  |                  | <b>133 754 000</b> |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.3.1 : Missions de concertation CILSS/PASANAO/Groupement                                   | Expert Nutrition/INSAH (DrKeffingDabo) |                  | 8 944 000          |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| A 1.2.3.2 : Missions d'appui technique en Côte d'Ivoire   | Expert Nutrition/INSAH (DrKeffingDabo) |                  | 7 220 000          |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

| ACTIVITES   | RESPONSABLE                                     | RESULTATS CIBLES | BUDGET             | CALENDRIER 2014 (de quinzaines) |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
|---|---|------------------|--------------------|---------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|--|
|   |   |                  |                    | 1                               | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 |  |  |  |  |
| A 1.2.3.3 : Missions d'appui technique au Ghana   | Expert HEA ( <b>Théodore Kaboré</b> )           |                  | 7 940 000          |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| A 1.2.3.4 : Enquêtes de conjoncture urbaine   | Expert Nutrition/INSAH ( <b>DrKeffingDabo</b> ) |                  | 15 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| A 1.2.3.5 : Enquête de suivi conjoncturel   | Expert Nutrition/INSAH ( <b>DrKeffingDabo</b> ) |                  | 46 650 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| A1.2.3.6 : Finalisation des tests sur la situation de référence des ménages de Bamako   | Expert HEA ( <b>Théodore Kaboré</b> )           |                  | PM                 |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| - Salaire Expert  | Expert CH ( <b>BaouaIssoufou</b> )              |                  | 24 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| - Salaire Expert  | Expert HEA ( <b>Théodore Kaboré</b> )           |                  | 24 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| <b>SC 1.3 : Renforcer les capacités d'analyse et d'aide à la décision</b>   |   |                  | <b>164 678 200</b> |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| <b>A 1.3.1 : Formation en Mastère SAN</b>   | <b>Chef Programme Formation/CRA</b>             |                  | <b>94 278 200</b>  |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| - Mise en œuvre de modules SAN  | Chef Programme Formation/CRA                    |                  | 36 652 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| - Ateliers présentiels sur le renforcement des compétences des professionnels de la SA  | Chef Programme Formation/CRA                    |                  | 57 626 200         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| <b>A 1.3.2 : Appui à l'analyse conjoncturelle de la sécurité alimentaire en lien avec les structures de coordination de la SA</b> | <b>Chef Programme Information/CRA</b>           |                  | <b>70 400 000</b>  |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |
| - Mission d'appui diagnostique SA dans six (6) pays   | Chef Programme Information/CRA                  |                  | 14 400 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |  |  |  |  |

| ACTIVITES   | RESPONSABLE                             | RESULTATS CIBLES | BUDGET            | CALENDRIER 2014 (de quinzaines) |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
|---|---|------------------|-------------------|---------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
|   |   |                  |                   | 1                               | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 |
| - Rédaction de note de conjoncture (formation des cadres nationaux) | Expert CH                               |                  | 56 000 000        |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| <b>00 : Coordination</b>  | <b>Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV</b> |                  | <b>28 000 000</b> |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| - Réunions intersites de planification                              | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV        |                  | 7 000 000         |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| - Réunion de travail CILSS/PASANAO/Groupement                       | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV        |                  | 10 000 000        |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| - Participation aux réunions des CT et CP du PASANAO                | Coordonnateur PRA/SA-LCD-POP DEV        |                  | 11 000 000        |                                 |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |